

**AVIS AUX MEMBRES – AUTORISATION D’ACTION COLLECTIVE – Antonio Capobianco c.
Résidence Angelica inc. - N° 500-06-001258-231**

Le 27 mars 2026, la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, a autorisé l'exercice d'une action collective (l'« Action collective ») en dommages-intérêts contre la Résidence Angelica inc. pour le bénéfice du groupe suivant :

« Toute personne ayant résidé à la Résidence Angelica à tout moment à partir du 9 avril 2020 au 26 juin 2020, ainsi que leur conjoint, leur(s) aidant(s) naturel(s), leurs enfants et leurs petits-enfants, de même que les héritiers et ayants droit des résidents décédés. »

Cette Action collective vise à obtenir compensation pour des dommages qui auraient été subis par le représentant, Antonio Capobianco, et les membres du groupe, en raison de la gestion par la défenderesse de la pandémie de COVID-19 au sein de la Résidence Angelica.

Tout membre du groupe a le droit de s'exclure de l'Action collective en avisant par écrit le greffier Cour supérieure du Québec pour le district de Montréal, en conformité avec l'article 580 du *Code de procédure civile* **le 23 juin 2026, au plus tard** : Greffe de la Cour supérieure du Québec (C.S. 500-06-001258-231), 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6. Tout membre qui ne sera pas exclu du groupe sera lié par tout jugement rendu dans le cadre de la présente Action collective. De plus, tout membre ayant intenté une action individuelle contre la défenderesse qui a, en tout ou en partie, le même objet que l'Action collective et qui ne s'en est pas désisté au plus tard le 23 juin 2026 sera réputé s'être exclu de l'Action collective.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS :

Vous pouvez contacter les procureurs du représentant du groupe au 514-253-8044 ou menardmartin@menardmartinavocats.com

Le présent avis a été autorisé et approuvé par l'honorable Donald Bisson, j.c.s.

NOTICE TO MEMBERS – AUTHORIZATION FOR CLASS ACTION – *Antonio Capobianco c. Résidence Angelica inc.* - N° 500-06-001258-231

On March 27th, 2026, the Superior Court of Quebec, District of Montreal, authorized a Class Action (the “Class Action”) for damages against Résidence Angelica inc. for the benefit of the following group:

“Any person who resided at the Résidence Angelica at any time between April 9th, 2020, and June 26th, 2020, as well as their spouse, natural caregiver(s), children, and grandchildren, and the heirs and beneficiaries of deceased residents.”

This Class Action seeks compensation for damages allegedly suffered by the representative, Antonio Capobianco, and the class members as a result of the Defendant’s management of the COVID-19 pandemic in the Résidence Angelica.

Any class member has the right to exclude himself from the Class Action by filing a written notice to the clerk of the Superior Court of Quebec for the district of Montreal, in accordance with Article 580 of the Code of Civil Procedure on **June 23rd, 2026, at the latest**: Clerk of Superior Court of Quebec (C.S. 500-06-001258-231), 1, Notre- Dame Street East, Montreal, Quebec, H2Y 1B6. Any class member who is not excluded from the class will be bound by any judgment rendered in this Class Action. In addition, any class member who has filed an individual action against the Defendant which has, in whole or in part, the same subject matter as the Class Action and who has not discontinued such action on June 23rd, 2026, at the latest, shall be deemed to have excluded himself or herself from the Class Action.

FOR FURTHER INFORMATION:

You can contact the class representative's attorneys at 514-253-8044 or menardmartin@menardmartinavocats.com

This notice has been authorized and approved by the Honourable Donald Bisson, j.c.s.

**AVIS AUX MEMBRES – AUTORISATION D’ACTION COLLECTIVE – Antonio Capobianco c.
Résidence Angelica inc. - N° 500-06-001258-231**

Le 27 mars 2026, la Cour supérieure du Québec, district de Montréal, a autorisé l'exercice d'une action collective (l'« Action collective ») en dommages-intérêts contre la Résidence Angelica inc. pour le bénéfice du groupe suivant :

« Toute personne ayant résidé à la Résidence Angelica à tout moment à partir du 9 avril 2020 au 26 juin 2020, ainsi que leur conjoint, leur(s) aidant(s) naturel(s), leurs enfants et leurs petits-enfants, de même que les héritiers et ayants droit des résidents décédés. »

Le représentant du groupe visé par l'Action collective est Antonio Copabianco, personnellement et ès qualités d'héritier et de liquidateur de la succession de sa mère, feu Filomena Greco.

Cette Action collective vise à obtenir compensation pour des dommages qui auraient été subis par le représentant, Antonio Copabianco, et les membres du groupe, en raison de la gestion par la défenderesse de la pandémie de COVID-19 au sein de la Résidence Angelica.

Les membres du groupe sont automatiquement inclus dans l'Action collective sans avoir à effectuer quelque démarche que ce soit pour s'inscrire. Les membres peuvent aussi se manifester auprès des procureurs du représentant du groupe en remplissant le formulaire disponible sur le site menardmartinavocats.com

L'Action collective procèdera dans le district de Montréal.

EXCLUSION DES MEMBRES DE L’ACTION COLLECTIVE :

Tout membre du groupe a le droit de s'exclure de l'Action collective en avisant par écrit le greffier de la Cour supérieure du Québec pour le district de Montréal, en conformité avec l'article 580 du *Code de procédure civile* au plus tard le 23 juin 2026 :

Grefe de la Cour supérieure du Québec (C.S. 500-06-001258-231) 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1B6

La date limite pour s'exclure de l'Action collective sans autorisation du tribunal est **le 23 juin 2026, au plus tard.**

Tout membre qui ne sera pas exclu du groupe sera lié par tout jugement rendu dans le cadre de la présente Action collective. De plus, tout membre ayant intenté une action individuelle contre la défenderesse qui a, en tout ou en partie, le même objet que l'Action collective et qui ne s'en est pas désisté au plus tard le 23 juin 2026, sera réputé s'être exclu de l'Action collective.

À noter que les demandes d'indemnisation, mises en demeure ou réclamations, autres qu'une demande introductive d'instance, ayant en tout ou en partie le même objet que l'Action collective, transmises à la défenderesse après l'expiration du délai d'exclusion, par des membres qui ne se sont pas exclus, ne pourront être traitées par la défenderesse. Le cas échéant, les auteurs de ces demandes en seront avisés et seront invités à communiquer avec les procureurs du représentant du groupe.

QUESTIONS PRINCIPALES

Au terme du jugement d'autorisation, les principales questions de fait ou de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes :

1. La défenderesse a-t-elle fautivement et négligemment omis de procéder au retrait des travailleurs symptomatiques et de réintégrer ses travailleurs seulement après 14 jours à la suite de la fin des symptômes d'isolement conformément aux directives ministérielles du 25 mars 2020 ?
2. La défenderesse a-t-elle fautivement et négligemment omis de mettre en place en temps utile au sein de sa résidence l'obligation de port de masque de procédure conformément aux directives ministérielles du 3 avril 2020 ?
3. La défenderesse a-t-elle fautivement et négligemment omis de former son personnel quant au port de l'équipement de protection et quant aux mesures de prévention et de protection adéquates ?
4. La défenderesse a-t-elle fautivement et négligemment omis de mettre en place en temps utile les mesures d'isolement conformément aux directives ministérielles du 25 mars 2020, incluant l'établissement d'une « zone chaude » et d'une « zone froide », de même que le port d'équipement de protection adéquats et l'adoption des mesures de protection et de distanciation indiquées ?
5. La défenderesse a-t-elle fautivement et négligemment omis d'approvisionner son personnel en équipement de protection adéquat ?
6. La défenderesse a-t-elle commis une faute dans le transfert des patients symptomatiques du Centre de jour vers les étages le 19 avril 2020 sans aucun plan, de façon chaotique, sans matériel de protection adéquat, transférant des résidents infectés à la Covid-19 vers les autres unités de la Résidence ?
7. Les fautes commises par la défenderesse sont-elles causales des dommages aux membres du Groupe ?
8. Quels sont les dommages subis par les membres du Groupe ?

LES CONCLUSIONS RECHERCHÉES :

Les conclusions recherchées par l'Action collective sont les suivantes :

ACCUEILLIR l'action collective du demandeur et des membres du Groupe contre la défenderesse Résidence Angelica inc. ;

DÉCLARER la défenderesse Résidence Angelica inc. responsable des dommages subis par les membres du Groupe ;

CONDAMNER la défenderesse Résidence Angelica inc. à payer à chacun des membres du Groupe tous les dommages subis par ces derniers ;

CONDAMNER la défenderesse Résidence Angelica inc. à payer les intérêts sur lesdites sommes, plus l'indemnité additionnelle prévue au *Code civil du Québec* à compter de l'assignation ;

Pour chacun des résidents de la défenderesse, sans égard à leur infection au COVID-19 :

Une somme de base de 40 000 \$ au membre en compensation de :

- La détresse psychologique ;
- L'atteinte à son intégrité, à sa sûreté et à sa dignité ;
- La détérioration de sa santé physique, psychologique et cognitive;
- Le sentiment d'abandon, les souffrances, la colère, la tristesse, le stress et les inconvénients découlant de la gestion fautive et négligente de la pandémie par la défenderesse;

Une somme de 2 500 \$ à ses enfants en compensation des douleurs, stress et inconvénients associés à la gestion fautive et négligente de la pandémie et leur possible contamination à la COVID-19 par la défenderesse;

Une somme de 500 \$ à ses petits-enfants en compensation des douleurs, stress et inconvénients associés à l'angoisse face à la situation de ses grands- parents et leur possible contamination à la COVID-19 ;

Une somme additionnelle de 1 000 \$ à son aidant naturel, s'ajoutant aux sommes prévues ci-dessus si l'aidant naturel est un enfant ou un petit-enfant du résident.

Pour les résidents de la défenderesse infectés à la COVID-19 ayant survécu à l'infection :

Une somme additionnelle de 30 000 \$ au membre en compensation :

- Des douleurs, stress et inconvénients associés à la contamination à la COVID-19 ;
- De la détérioration de leur santé physique, psychologique et cognitive associée à la contamination à la COVID-19 ;

Le remboursement intégral des déboursés encourus ou à encourir en raison de la conduite fautive de la défenderesse;

Une somme additionnelle à parfaire au membre, sous réserve du droit de chaque membre du Groupe de présenter, sur une base individuelle lors de l'évaluation du quantum, la preuve d'un préjudice particulier plus considérable auquel le membre aura droit s'il est mis en preuve l'un des éléments suivants :

- Le membre a subi un séjour hospitalier aux soins intensifs ;
- Le membre a subi un séjour hospitalier ;
- Le membre n'a fautivement pas été envoyé en milieu hospitalier alors que sa condition ou son niveau de soins le nécessitait, que ce soit pour des soins hospitaliers ou pour des soins de confort que la défenderesse n'était pas en mesure d'offrir ;
- Le membre a subi des pertes pécuniaires ;

Une somme de 10 000 \$ à ses enfants en compensation des douleurs, stress et inconvénients associés à la contamination de leur parent à la COVID-19 ;

Une somme de 2 500 \$ à ses petits-enfants en compensation des douleurs, stress et inconvénients associés à la contamination de leurs grands-parents à la COVID-19 ;

Une somme additionnelle de 5 000 \$ à son aidant naturel, s'ajoutant aux sommes prévues ci-dessus si l'aidant naturel est un enfant ou un petit-enfant du résident.

Pour les conjoints, enfants, petits-enfants, héritiers et ayants droit des résidents décédés des suites de la COVID-19 ou de la situation de maltraitance institutionnelle causée par l'éclosion :

Une somme de 100 000 \$ au conjoint survivant, en sa qualité personnelle, en compensation des douleurs, stress et inconvénients subis, ainsi qu'en compensation du chagrin causé par la perte d'un être cher (*solatium doloris*) en raison de la conduite fautive de la défenderesse;

Une somme de 30 000 \$ à chacun des héritiers et ayants droit du défunt, sous réserve de la preuve de leur qualité d'héritier ou d'ayant droit, selon le cas, en compensation des douleurs, stress et inconvénients subis, ainsi qu'en compensation du chagrin causé par la perte d'un être cher (*solatium doloris*) en raison de la conduite fautive de la défenderesse;

Une somme de 100 000 \$ au conjoint survivant, en sa qualité d'héritier du défunt, le cas échéant, ou à la succession du défunt, selon le cas, en compensation des souffrances physiques et morales subies par le défunt avant son décès (*pretium doloris*) en raison de la conduite fautive de la défenderesse;

Le remboursement intégral des déboursés et frais funéraires encourus et à encourir en raison de la conduite fautive de la défenderesse;

Une somme additionnelle à parfaire au membre, sous réserve du droit de chaque membre du Groupe de présenter, sur une base individuelle lors de l'évaluation du quantum, la preuve d'un préjudice particulier plus considérable, auquel le membre aura droit s'il est mis en preuve que le membre a subi des pertes pécuniaires en raison de la COVID-19, le tout en lien avec les fautes reprochées ;

LE TOUT avec dépens, incluant tous les frais d'expertises et d'avis à être encourus dans le cadre de la présente instance.

INTERVENTION ET FRAIS DE JUSTICE

Un membre peut demander à la Cour d'intervenir dans cette Action collective. La demande d'intervention du membre sera autorisée si elle est jugée utile pour le groupe. Un membre intervenant peut être tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande de la défenderesse.

Un membre qui n'intervient pas dans l'Action collective ne peut être soumis à un interrogatoire préalable à la demande de la défenderesse que sur autorisation de la Cour.

Un membre autre que le représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les frais de justice de l'Action collective.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS :

Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter le registre des actions collectives, où vous trouverez les principaux documents juridiques déposés au dossier de la Cour, à l'adresse suivante :

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/>

Les membres qui souhaitent être tenus informés de l'évolution du dossier peuvent consulter le site Web des avocats du groupe :

menardmartinavocats.com

Ménard, Martin Avocats

Me Patrick Martin-Ménard

Me Marilou Bernier

4950, rue Hochelaga Montréal (QC) H1V 1E8 514-253-8044

L'avocat représentant la Résidence Angelica inc. dans ce dossier est :

Me Julien Meunier

DWF (Québec) S.E.N.C.R.L. / LLP

Avocate de Résidence Angelica inc.

Le présent avis a été autorisé et approuvé par l'honorable Donald Bisson, j.c.s.

NOTICE TO MEMBERS – AUTHORIZATION FOR CLASS ACTION – *Antonio Capobianco c. Résidence Angelica inc.* - N° 500-06-001258-231

On March 27th, 2026, the Superior Court of Quebec, District of Montreal, authorized a Class Action (the “Class Action”) for damages against Résidence Angelica inc. for the benefit of the following group:

“Any person who resided at the Résidence Angelica at any time between April 9th, 2020, and June 26th, 2020, as well as their spouse, natural caregiver(s), children, and grandchildren, and the heirs and beneficiaries of deceased residents.”

The class representative is Antonio Capobianco, personally and in his capacity as heir and liquidator of the succession of his mother, the late Filomena Greco.

This Class Action seeks compensation for damages allegedly suffered by the representative, Antonio Capobianco, and the group members as a result of the defendant’s management of the COVID-19 pandemic within Residence Angelica.

Class members are automatically included in the Class Action without having to take any steps to register. Members may also contact the group representative’s attorneys by completing the form available on the website menardmartinavocats.com

The Class Action will proceed in the district of Montreal.

EXCLUSION OF THIS CLASS ACTION:

Any class member has the right to exclude himself from the Class Action by filing a written notice to the clerk of the Superior Court of Quebec for the district of Montreal, in accordance with article 580 of the Code of Civil Procedure, on June 23rd, 2026, at the latest:

Quebec Superior Court Registry (C.S. 500-06-001258-231) 1, Notre-Dame Street East, Montreal, Québec, H2Y 1B6

The deadline to opting out the Class Action without court authorization is **June 23rd, 2026, at the latest.**

Any class member who is not excluded from the Class Action will be bound by any judgment rendered in this Class Action. In addition, any member who has filed an individual action against the Defendant which has, in whole or in part, the same subject matter as the Class Action and who has not discontinued his action on June 23rd, 2026, at the latest, shall be deemed to have excluded himself or herself from the Class Action.

Please note that requests for compensation, formal notices, or claims, other than an originating application, having in whole or in part the same subject as the Class Action, transmitted to the Defendant after the exclusion period by class members who have not excluded themselves cannot be processed by the Defendant. If applicable, authors of these requests will be advised to communicate with the group’s representative attorneys.

MAIN QUESTIONS

Following the authorization judgement, the main questions of fact or law which will be dealt

with collectively are the following:

1. Did the defendant wrongfully and negligently fail to remove symptomatic workers and to reinstate its workers only after 14 days following the end of isolation symptoms, in accordance with the ministerial directives of March 25, 2020?
2. Did the defendant wrongfully and negligently fail to implement in a timely manner within its residence the requirement to wear procedural masks in accordance with the ministerial directives of April 3, 2020?
3. Did the defendant wrongfully and negligently fail to train its staff regarding the use of protective equipment and regarding appropriate prevention and protection measures?
4. Did the defendant wrongfully and negligently fail to timely implement isolation measures in accordance with the ministerial directives of March 25, 2020, including the establishment of a “hot zone” and a “cold zone”, as well as the requirement to wear appropriate protective equipment and to adopt the prescribed protection and physical distancing measures?
5. Did the defendant wrongfully and negligently fail to provide its staff with appropriate protective equipment?
6. Did the defendant commit a fault in the transfer of the symptomatic patients from the Day Center to the residential floors on April 19, 2020 without any plan, in a chaotic manner, without adequate protective equipment, thereby transferring residents infected with COVID-19 to other units of the Résidence Angelica?
7. Are the faults committed by the defendant the cause of the damages suffered by the members of the Group?
8. What are the damages suffered by the members of the Group?

SOUGHT CONCLUSIONS:

The sought conclusions by the Class Action are the following:

GRANT the Class Action of the plaintiff and class members against the defendant Résidence Angelica inc.;

DECLARE the defendant Résidence Angelica inc. liable for the damages suffered by class members;

ORDER the defendant Résidence Angelica inc. to pay each class member all damages suffered by them;

ORDER the defendant Résidence Angelica inc. to pay interest on the aforementioned amounts, plus the additional indemnity provided for in the *Code civil du Québec*, effective as of the date of the summons:

For each resident of the defendant, regardless of whether they were infected with COVID-19 :

A base sum of \$40,000 awarded to each member as compensation for :

- Psychological distress;
- Harm to their integrity, safety, and dignity;

- The deterioration of their physical, psychological, and cognitive health;
- The feeling of abandonment, suffering, anger, sadness, stress, and inconvenience resulting from the defendant's faulty and negligent management of the pandemic;

A sum of \$2,500 to their children in compensation for the pain, stress, and inconvenience associated with the defendant's wrongful and negligent management of the pandemic and their possible contamination with COVID-19;

A sum of \$500 to their grandchildren in compensation for the pain, stress, and inconvenience associated with the anxiety caused by their grandparents' situation and their possible contamination with COVID-19;

An additional sum of \$1,000 to their caregiver, in addition to the amounts provided above, if the caregiver is a child or grandchild of the resident.

For residents of the defendant infected by COVID-19 who survived the infection:

An additional sum of \$30,000 to the member as compensation for:

- For pain, stress, and inconvenience associated with COVID-19 contamination;
- For the deterioration of their physical, psychological, and cognitive health arising from COVID-19 contamination;

Full reimbursement of expenses incurred or to be incurred as a result of the defendant's wrongful conduct;

An additional amount to be determined to the class member, subject to the right of each class member to present, on an individual basis when assessing the quantum, proof of more significant prejudice to which the member will be entitled to if any of the following element is proven:

- The member underwent a hospital stay in intensive care;
- The member underwent a hospital stay;
- The member was wrongfully not sent to a hospital when his condition or level of care required it, whether for hospital care or comfort care that the defendant was unable to provide;
- The member suffered pecuniary losses;

A sum of \$10,000 to their children in compensation for the pain, stress, and inconvenience associated with their parent's COVID-19 contamination;

A sum of \$2,500 to their grandchildren in compensation for the pain, stress, and inconvenience associated with their grandparents' COVID-19 contamination;

An additional sum of \$5,000 to their caregiver, in addition to the amounts provided above, if the caregiver is a child or grandchild of the resident.

For spouses, children, grandchildren, heirs and beneficiaries of residents' class members who died as a result of COVID-19 or institutional abuse caused by the outbreak:

A sum of \$100,000 to the surviving spouse, in their personal capacity, in compensation for the pain, stress, and inconvenience suffered, as well as for grief caused by the loss of a loved one (*solatium doloris*) due to the defendant's wrongful conduct;

A sum of \$30,000 to each of the deceased's heirs and beneficiaries, subject to proof of their status as heirs or beneficiaries, as the case may be, in compensation for the pain, stress, and inconvenience suffered, as well as compensation for the grief caused by the loss of a loved one (*solatium doloris*) due to the Defendant's wrongful conduct;

A sum of \$100,000 to the surviving spouse, in their capacity as heir of the deceased, if any, or to the estate of the deceased, as the case may be, in compensation for the physical and moral suffering endured by the deceased prior to his or her death (*pretium doloris*) as a result of the defendant's wrongful conduct;

Full reimbursement of disbursements and funeral expenses incurred and to be incurred as a result of the defendant's wrongful conduct;

An additional amount to be determined to the class member, subject to the right of each class member to present, on an individual basis when assessing the quantum proof of more significant prejudice, to which the class member will be entitled if it is proven that the class member has suffered pecuniary losses due to COVID-19, all in connection with the alleged faults;

THE WHOLE, with costs, including all expert and opinion fees to be incurred in connection with the present proceedings.

INTERVENTION AND LEGAL COSTS

A class member may ask the Court to intervene in this Class Action. The petition to intervene can be granted if it is deemed useful to the group. An intervening class member may be required to undergo a pre-trial examination submit to discovery at the request of the Defendant's request to intervene.

A member who does not intervene in the Class Action may only be subject to pre-trial examination with the authorization of the Court.

A class member other than the representative or an intervenor cannot be called upon to pay the legal costs of the Class Action.

FOR FURTHER INFORMATION:

For more information, you can consult the Class Actions Register, where you will find the main legal documents filed with the Court, at the following address:

<https://www.registredesactionscollectives.quebec/>

Members who wish to be kept informed of developments in this case can visit the group's attorneys' website:

menardmartinavocats.com

Ménard, Martin Avocats
Me Patrick Martin-Ménard
Me Marilou Bernier
4950, rue Hochelaga Montréal (QC) H1V 1E8
514-253-8044

The attorney representing Résidence Angelica inc. in this matter is:

Me Julien Meunier
DWF (Québec) S.E.N.C.R.L. / LLP
Attorney of Résidence Angelica inc.

This notice has been authorized and approved by the Honourable Donald Bisson, j.c.s.